



Rencontre avec Monsieur Denanot, Président de la région Limousin

Le 5 janvier 2012, les représentants du SNEP-FSU, Lucile Grès , Jean-Tristan Auconie et du SNUEP-FSU, Christophe Tristan, Marie-Thérèse Bodo ont été reçu par Monsieur Denanot.

Les collègues du SNEP-FSU ont évoqué les problèmes concernant l'éducation sportive dans les établissements du second degré. Ils ont ainsi indiqué que les budgets alloués par élève aux établissements scolaires étaient très disparates et ont demandé que la répartition se fasse de façon plus transparente et équitable.

Le SNUEP-FSU a fait part de sa grande inquiétude après avoir découvert la veille le projet de carte scolaire du Recteur.

Ses représentants ont rappelé au Président qu'ils l'avaient à maintes reprises alerté sur le danger de ses positions favorables au développement de l'apprentissage : lors de la préparation du CCREFP, au moment de la signature du plan de formation régionale et dernièrement en votant contre le COM (Contrat Objectifs et Moyens) dans lequel la région Limousin s'engage à augmenter de façon significative le nombre d'apprentis, ceci, pour atteindre le chiffre de 6 000 places d'apprentissage à l'horizon 2015 et l'ouverture de 4 DIMA. C'est d'ailleurs, ce qui permet ainsi au Recteur de justifier la suppression de la plupart des classes de 3 DP6 de l'Académie.

Monsieur Denanot a répondu que pour lui, le projet du Recteur était inacceptable. Il n'y a pas eu de concertation entre le Rectorat et la Région. Il ne souhaite pas la « mise en concurrence des deux voies de formations » mais veut « donner le choix aux familles ».

Il a donc écrit au Ministre de l'Education Nationale pour lui demander une dotation plus favorable pour l'académie. En attendant une réponse de Monsieur Chatel, il demande un moratoire et refuse de cosigner les convocations pour le CAEN. Il nous a fait part de son opposition aux fermetures de l'ERA de Meymac et au démantèlement du LP du Mas-Jambost mais n'a pas évoqué les autres points de la carte scolaire.

Concernant l'avenir de l'enseignement professionnel, il considère que le bac 3 ans est une erreur et qu'il souhaite revenir sur un Bac 4 ans, sur la rénovation professionnelle et c'est ce qu'il conseillera à François Hollande

Nous lui avons fait part aussi de notre inquiétude sur le transfert de la carte de formation aux régions, en effet, le risque est la fermeture de formations qui ne serait pas liée au bassin d'emploi et aussi, la perte du statut de fonctionnaires d'état pour les professeurs de lycée professionnel. Il nous a indiqué qu'il sera mis en place un mécanisme par l'Etat pour financer les formations pour chaque région (pas plus d'explication) et qu'il n'est pas favorable à un changement de statut pour les PLP (à voir).

Nous n'avons pas pu poser l'ensemble de nos questions car l'entretien avec Mr Denanot n'a que duré 30 mn, bien trop court.

Marie Thérèse BODO et Christophe TRISTAN